



Le botaniste Francis Hallé, chez lui, à Montpellier, en 2017. PHOTO DAVID RICHARD

# Une forêt primaire en Europe de l'Ouest ? Tout sauf une utopie

Par **DANIEL BÉHAR**



Géographe, professeur des universités à l'université Paris-Est Créteil (Upec)

L'idée lancée par le botaniste Francis Hallé de faire renaître une forêt évoluant librement, sans influence humaine, exprime l'aspiration collective à marquer un coup d'arrêt au présentisme et au processus infini de destruction de la nature.

Depuis que l'éminent botaniste Francis Hallé a lancé l'idée de la renaissance d'une forêt primaire en Europe de l'Ouest, il y a à peine trois ans, le succès est fulgurant. L'association créée pour promouvoir cette démarche – partie de rien – a aujourd'hui plusieurs milliers d'adhérents. Les soutiens scientifiques affluent. Les fondations sont nombreuses pour l'accompagner. Et les principaux médias lui ont consacré un dossier. Pourtant, la plupart des commentateurs tempèrent cet enthousiasme en évoquant «un rêve fou»

**Faire renaître une telle forêt permet de cristalliser des enjeux au cœur de l'agenda politique et d'incarner des bifurcations à opérer au plus vite.**

et en qualifiant cette initiative d'utopie. L'engouement qu'elle suscite tient à sa capacité à la fois à proposer une perspective de long terme, multiséculaire, au moment où l'incertitude et le «présentisme» prévalent et à exprimer l'aspiration collective à marquer un coup d'arrêt au processus infini de destruction de la nature. Autrement dit, cette initiative serait séduisante, ouvrirait des perspectives réflexives nouvelles par exemple autour du concept de «réensauvagement» mais elle serait pour autant dans l'incapacité de faire projet. Rien n'est moins sûr. On fait ici l'hypothèse inverse : la puissance évocatrice de faire renaître une telle forêt permet de cristalliser des enjeux au cœur de l'agenda politique contemporain et d'incarner des bifurcations à opérer au plus vite. La première bifurcation porte sur les enjeux de planification et de gestion collective de la longue durée. S'engager dans une démarche d'installation d'une forêt primaire s'inscrit doublement dans le temps long. Nul d'entre nous n'en verra le résultat : non seulement il faudra – ici en zone tempérée – au moins cinq siècles pour transformer une forêt secondaire en forêt primaire, mais deux générations seront probablement nécessaires pour mettre en place les conditions progressives de redéploiement de l'activité humaine à partir des 70 000 hectares d'assiette du projet. Autrement dit, engager un tel processus signifie ignorer ce que sera son résultat à terme. Cela revient à rompre radicalement avec la logique historique de la planification qui consiste à partir de l'objectif attendu puis à séquencer la réalisation du projet sur le mode du rétroplanning. Et rangement, la planification a toujours fait comme si l'échéance la plus lointaine était la plus évidente à énoncer. Il faut là prendre acte de l'incertitude contemporaine, de la complexité et de la rapidité des mutations à l'œuvre et de leurs interactions. Il faut engager la première phase du projet sans savoir quel sera l'aboutissement et être prêt à modifier les

termes de la séquence suivante en conséquence. L'objectif final de reconstitution d'une forêt primaire est mobilisateur mais c'est le processus incertain de libre évolution à grande échelle qui sera le plus riche de transformations et d'enseignements.

La seconde bifurcation a trait aux enjeux de protection de la nature. En la matière, les politiques en France se sont organisées sur deux modes bien distincts. On a commencé par installer des périmètres de protection absolue, gérés par l'Etat sur le mode prescriptif : les parcs nationaux. Puis on a développé une politique de protection relative, combinée avec une logique de valorisation (touristique, économique...), portée plutôt par les acteurs locaux, autour des parcs naturels régionaux. De l'avis de tous les observateurs, cette distinction n'a plus de sens. Les frontières sont brouillées et les logiques tendent à se combiner. En proposant de laisser en libre évolution 70 000 hectares de forêt, mais sur un périmètre large de valorisation, scientifique, économique et touristique notamment, c'est une nouvelle période dans les politiques environnementales que le projet de forêt primaire propose d'ouvrir, qui interroge l'ensemble des principes d'action vis-à-vis de la nature.

Ce projet suggère un troisième enjeu de bifurcation : celui de notre conception du local. Pour être acceptable localement, ce projet devra combiner tous les niveaux d'intervention, européen, national ou régional. Il pose en effet la question des ressources propres à chaque territoire et de ses fonctions et contributions au sein d'ensembles plus vastes, puis de la reconnaissance et de la valorisation de ces fonctions. Quels mécanismes de transaction et de compensation imaginer entre territoires aux différentes échelles ? Là encore, il s'agit d'une question d'actualité au cœur du débat sur l'artificialisation des sols ou sur celui de la gestion de la ressource en eau entre territoires de production et territoires de consommation. La gestion des écosystèmes rend aujourd'hui caduc l'idéal localiste de l'action publique et la promotion de la proximité comme valeur refuge. C'est la question de l'action interterritoriale qui est à l'ordre du jour. Revisiter à la fois notre conception de la planification et du temps long, de la gestion de la nature et de l'action territoriale : l'installation d'une forêt primaire n'est pas une utopie mais une exigence du présent. ◀